

Nucléaire : Washington élabore un accord secret avec Pyongyang

vendredi 25 avril 2008, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 24 avril 2008).

TOKYO, CORRESPONDANT

Après avoir placé la Corée du Nord dans l'« *axe du Mal* », l'administration Bush est-elle en train de négocier avec un régime qualifié de « *diabolique* » un accord dont une partie est appelée à rester secrète ? En dépit des dénégations du chef de la Maison Blanche au cours de la conférence de presse, le 19 avril, avec le président sud-coréen, Lee Myung-bak, en visite à Washington, d'une « *révision à la baisse* » des exigences américaines en matière de dénucléarisation de la Corée du Nord, des sources diplomatiques à Séoul et à Tokyo indiquent que c'est sur cette voie que semblent s'engager les Etats-Unis.

Ce compromis politique, concocté à Singapour, début avril, par le négociateur américain Christopher Hill et son homologue nord-coréen Kim Kye-gwan, qui provoque les critiques des néoconservateurs américains, permettrait de débloquent les pourparlers à Six (Chine, deux Corées, Etats-Unis, Japon, Russie) sur la dénucléarisation de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), enlisés depuis plusieurs mois.

La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a admis la semaine dernière qu'une partie de l'accord entre Pyongyang et Washington pourrait ne pas être rendu public. Elle a en outre laissé entendre que la levée des sanctions américaines frappant la RPDC pourrait intervenir dès sa signature, et non après la vérification de l'exactitude des informations fournies par Pyongyang. Donnant ainsi l'impression que les Etats-Unis ont renoncé à une déclaration « complète et vérifiable » de ses activités nucléaires par Pyongyang pour se recentrer sur la question essentielle : la neutralisation du plutonium (de 30 à 50 kg) produit par la RPDC.

Selon l'accord de février 2007 intervenu dans le cadre des pourparlers à Six, la RPDC s'est engagée à mettre fin à ses activités nucléaires en échange de garanties de sécurité et d'assistance des Etats-Unis. Le processus de dénucléarisation passe par trois étapes : 1- neutralisation des installations (arrêt de la centrale de Yongbyon produisant du plutonium) ; 2- désactivation de ses équipements ; 3- élimination des armes nucléaires ou des éléments permettant de les constituer.

Seule la première phase été menée à bien : arrêt de la centrale où a été produit le plutonium ayant servi à l'essai nucléaire d'octobre 2006. La deuxième étape, en cours de réalisation, a été retardée en raison du différend entre les Etats-Unis et la RPDC.

La RPDC devait fournir, le 31 décembre 2007, la liste de tous ses programmes nucléaires et obtenir en échange la levée des sanctions américaines (interdiction de commerce avec un pays ennemi et inscription sur la liste de pays soutenant le terrorisme).

Les pourparlers bilatéraux entre les Etats-Unis et la RPDC achoppent sur deux questions : la liste des programmes nucléaires nord-coréens et la prolifération horizontale à laquelle le régime se serait livré en Syrie.

Les Coréens du Nord affirment avoir fourni à temps la liste de leurs programmes aux Américains. Son contenu n'a jamais été rendu public, mais Washington la juge « incomplète ». Notamment en ce qui concerne le programme clandestin d'enrichissement de l'uranium que Pyongyang aurait poursuivi en dépit de ses engagements : accord intercoréen de dénucléarisation (1992) et accord avec les Etats-Unis (1994).

Ce programme a été à l'origine de la crise d'octobre 2002. Washington avait alors proclamé que Pyongyang avait reconnu les faits en dépit des dénégations du régime. Dans l'escalade qui a suivi, les Etats-Unis ont rompu l'accord de 1994 (la RPDC gelait sa production de plutonium sous la surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique) et la RPDC s'est retirée du traité de non-prolifération nucléaire. Elle a repris sa production de plutonium et procédé, en octobre 2006, à un essai atomique souterrain.

Le second point de contentieux avec les Etats-Unis est la prolifération horizontale avec la Syrie. Elle aurait été mise à jour par les services israéliens. Le 6 septembre 2007, Israël a bombardé une installation nucléaire syrienne en construction avec, affirment les autorités israéliennes, l'assistance nord-coréenne. Cette collaboration, niée par Pyongyang, n'a pas été confirmée, mais le service de renseignement américain fait état de séjours répétés de techniciens atomiques nord-coréens en Syrie.

C'est sur ces deux questions que porterait la partie « secrète » de l'accord entre les Etats-Unis et la RPDC. La formule de la confidentialité n'est pas qu'une concession à Pyongyang : elle sert les intérêts de l'administration Bush.

Si le programme d'enrichissement nord-coréen n'a jamais été opérationnel - en d'autres termes, si la RPDC s'est procurée du matériel au Pakistan (ce qui est avéré) mais n'a jamais été plus loin -, l'administration Bush a déclenché une crise sur des présomptions ou des interprétations maximalistes des informations des services de renseignement. Le responsable de ceux-ci pour la RPDC, Joseph DeTrani, a dû admettre devant le Congrès en mars 2007 être beaucoup moins sûr que la RPDC ait jamais eu un tel programme. Dans le cas de la Syrie, s'il y a bien eu collaboration d'experts nucléaires nord-coréens, Pyongyang est pris en flagrant délit de non-respect de son engagement de non-prolifération horizontale.

Depuis le début de l'année, c'est sur l'admission par les deux parties des « demi- » ou des « contre »-vérités qu'elles ont émises qu'achoppent les négociations. La formule d'un accord avec une partie confidentielle permettrait à chacune de donner la version qui lui convient de ce qui n'aura pas été rendu public. Les Etats-Unis exprimeront leurs « préoccupations » en matière de prolifération et les Coréens du Nord « prendront note » - sans pour autant reconnaître avoir eu un programme d'enrichissement ou avoir coopéré avec la Syrie. Washington n'aura pas à admettre avoir déclenché sur des présomptions une crise qui a conduit à l'apparition d'une nouvelle puissance à capacités atomiques.

Il reste à faire accepter cet « habillage » d'un repli de fait de Washington au Congrès américain, peu réceptif, et aux alliés des Etats-Unis : Séoul, qui affiche une nouvelle fermeté envers Pyongyang, et Tokyo, qui a fait de l'éclaircissement du sort de ses citoyens enlevés par les agents nord-coréens dans les années 1970-1980 un préalable à tout dialogue avec Pyongyang.

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 25.04.08. LE MONDE | 24.04.08 | 14h27 • Mis à jour le 24.04.08 | 14h27.